

## PUBLICATION INTERDITE JUSQU'AU 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 2010 A 04h00 GMT

### LA MISE EN ŒUVRE RAPIDE DE L'INTERDICTION DES ARMES A SOUS-MUNITIONS SAUVE DES VIES HUMAINES

Selon le rapport *Observatoire des Armes à sous-munitions 2010*, publié ce jour

BANGKOK, 1<sup>er</sup> novembre 2010 – La destruction de millions de sous-munitions plusieurs années avant l'expiration du délai imposé par la Convention sur les armes à sous-munitions, qui est une convention légalement contraignante interdisant ce type d'armes entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2010, prouve l'efficacité de la Convention à sauver des vies humaines civiles, selon le rapport *Observatoire des Armes à sous-munitions 2010*, publié ce jour.

Sept pays ayant adhéré à la Convention ont déjà achevé la destruction de leurs stocks d'armes à sous-munitions et ont détruit plus de 13.8 millions de sous-munitions, contenues dans 176 000 armes à sous-munitions. Au moins onze autres pays ont entamé la destruction de leurs stocks.

« L'interdiction des armes à sous-munitions est soutenue par une volonté réelle, » a déclaré Steve Goose de Human Rights Watch, rédacteur final de l'*Observatoire des Armes à sous-munitions*, citant le nombre impressionnant de signataires de la convention d'interdiction, le court délai d'entrée en vigueur et la rapidité de mise en œuvre de ses dispositions vitales. « Il est encourageant de constater qu'un si grand nombre de pays montre un tel empressement à éradiquer les armes à sous-munitions et leur impact majeur sur les civils, maintenant et à jamais, » a ajouté Goose.

La Convention oblige les Etats parties à mettre un terme immédiat à l'utilisation, la production et le transfert d'armes à sous-munitions, à détruire leurs stocks d'armes à sous-munitions dans les huit ans de la signature de la Convention, à dépolluer les zones contaminées par ces armes dans les 10 ans et à fournir une assistance aux victimes de ces engins. La Convention a été négociée en mai 2008, ouverte à la signature en décembre 2008 et a acquis force de loi internationale contraignante le 1<sup>er</sup> août 2010.

Parmi les 108 pays ayant signé la Convention, 38 sont d'anciens utilisateurs, producteurs, exportateurs ou stockeurs d'armes. Quarante-deux signataires ont d'ores et déjà ratifié la Convention et 10 ont promulgué une législation nationale implémentant la Convention.

Au cours des six dernières décennies, les armes à sous-munitions ont été utilisées dans 39 pays et zones contestées par au moins 18 gouvernements. Depuis l'ouverture de la Convention à la signature en décembre 2008, il n'y a eu qu'une seule allégation sérieuse d'utilisation de ces armes, par les Etats-Unis contre un possible camp d'entraînement d'Al-Qaeda au Yémen en décembre 2009. Le gouvernement américain n'a ni confirmé ni infirmé cette accusation et ni les Etats-Unis ni le Yémen n'ont adhéré à la Convention.

Au moins 38 km<sup>2</sup>, soit une zone d'environ la taille de Chiang Mai en Thaïlande, ont été dépollués des restes d'armes à sous-munitions en 2009 et plus de 55 156 sous-munitions non explosées ont été détruites. L'Albanie et la Zambie, qui comptent parmi les Etats parties, ont annoncé avoir achevé leurs programmes de dépollution. La dépollution des zones contaminées permettra d'éviter des milliers de victimes.

Toutefois, selon Stuart Casey-Maslen de Norwegian People's Aid, le rédacteur de Mine Action de l'Observatoire, "bien que des programmes d'action anti-mines aient été mis en place dans pratiquement tous les pays et zones contaminés par des armes à sous-munition, leur portée et leur efficacité doivent être accrues pour remettre à disposition les territoires plus rapidement et sauver des vies."

#### Editorial Board

Quelque 23 pays sont encore contaminés par des armes à sous-munitions, y compris 14 signataires de la Convention, ainsi que 3 zones contestées. L'Asie du sud-est et l'Europe sont les régions les plus affectées, tandis que les pays et zones les plus contaminés sont notamment la RDP Lao, le Vietnam, l'Irak, le Cambodge, le Liban, la Serbie, le Nagorno-Karabakh et le Sahara occidental.

En 2009, 100 nouvelles victimes d'armes à sous-munitions ont été recensées dans neuf pays et une zone contestée. Deux pays prennent à leur compte la moitié des victimes, à savoir la RDP Lao et le Liban qui ont tous deux adhéré à la Convention sur les armes à sous-munitions.

A la fin 2009, on comptait au total 16 816 victimes d'armes à sous-munitions dans au moins 27 pays et trois zones de conflit, y compris 15 Etats signataires de la Convention. Vu le nombre significatif de cas non signalés, le nombre réel des victimes d'armes à sous-munitions pourrait s'élever à 85 000 personnes dans le monde. Selon Katleen Maes de Handicap International, rédactrice de la section consacrée aux victimes et à l'assistance aux victimes de l'Observatoire, « les victimes d'armes à sous-munitions ont besoin d'une assistance rapide et efficace. La Convention stipule des dispositions innovantes en matière d'assistance aux victimes et, si les Etats remplissent leurs obligations comme il se doit, la vie et la subsistance des survivants, de leur famille et des communautés pourraient s'en trouver grandement améliorées. »

Les 27 pays déplorant des victimes d'armes à sous-munitions apportent aux survivants un certain soutien, mais la majorité des victimes ne bénéficient pas d'une assistance globale et, en particulier, de mesures d'intégration économique et d'un soutien psychosocial. L'accès à cette assistance est particulièrement difficile dans les zones rurales.

Sept pays ont déclaré avoir consacré aux armes à sous-munitions un total de US\$13.2 millions en 2009, y compris \$4.15 millions via le Cluster Munitions Trust Fund pour la RDP Lao.

Il s'agit du premier rapport de l'*Observatoire des Armes à sous-munitions*, la publication sœur du rapport de l'*Observatoire des Mines*, publié chaque année depuis 1999. L'*Observatoire des Armes à sous-munitions 2010* détaille la politique d'interdiction des armes à sous-munitions, fait un compte rendu de l'utilisation, la production, le commerce et le stockage dans chaque pays du monde et fournit des informations concernant la contamination par les armes à sous-munitions, les victimes, la dépollution et l'assistance aux victimes. Le rapport couvre la période allant de mai 2009 à août 2010, lorsque possible.

L'*Observatoire des Armes à sous-munitions 2010* est publié dans la perspective de la première réunion des Etats parties à la Convention sur les armes à sous-munitions, qui sera organisée à Vientiane, en RDP Lao, du 9 au 12 novembre 2010.

L'Observatoire des Mines et des Armes à sous-munitions est coordonné par un comité de rédaction réunissant des membres de cinq organisations: Mines Action Canada, Action On Armed Violence, Handicap International, Human Rights Watch et Norwegian People's Aid. Il permet aux organisations non gouvernementales de contrôler de manière durable et systématique la mise en œuvre des traités humanitaires et de désarmement et d'en faire rapport.

L'Observatoire des Mines a été créé en juin 1998 par la Campagne internationale pour interdire les mines, ayant obtenu le prix Nobel de la paix. En 2008, l'Observatoire des Mines est également devenu l'organe de recherche de la Coalition contre les sous-munitions. En 2010, l'initiative a été rebaptisée Observatoire des Mines et des Armes à sous-munitions (ou, plus simplement « l'Observatoire ») afin que son nom reflète mieux son action concernant la question des armes à sous-munitions.

L'*Observatoire des Armes à sous-munitions 2010* et les documents relatifs seront disponibles le 1<sup>er</sup> novembre à 04h00 GMT sur [www.the-monitor.org/cmm/2010](http://www.the-monitor.org/cmm/2010).

#### Editorial Board

MINES ACTION CANADA ● Lead agency ● jackie@minesactioncanada.org ● www.minesactioncanada.org  
ACTION ON ARMED VIOLENCE ● Ban policy ● info@aoav.org.uk ● www.aoav.org.uk  
HANDICAP INTERNATIONAL ● Casualties and victim assistance ● policy.unit@handicap.be ● www.handicap.be  
HUMAN RIGHTS WATCH ● Ban policy ● landmine@hrw.org ● www.hrw.org  
NORWEGIAN PEOPLE'S AID ● Mine action ● stuart@icbl.org ● www.npaid.org



# LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR



*The Monitor provides research and monitoring for the Cluster Munition Coalition and the International Campaign to Ban Landmines.*  
1502-1 Nicholas Street ● Ottawa, ON K1N 7B7 ● Canada ● Tel. +1-613-241-3777 ● Fax +1-613-244-3410 ● Email [monitor@icbl.org](mailto:monitor@icbl.org) ● [www.the-monitor.org](http://www.the-monitor.org)

**Pour de plus amples informations ou pour une interview, veuillez contacter:**

- Conor Fortune, CMC Communications and Media Officer, Bangkok (GMT+6), Mobile +44-75-1557-5174 ou +66-66-88-091-9372, email [conor@stopclustermunitions.org](mailto:conor@stopclustermunitions.org)
- Jacqueline Hansen, Landmine and Cluster Munition Monitor Program Manager, Bangkok (GMT+6), Mobile +1-613-851-5436 or +66-66-88-091-9373, email [jackie@icbl.org](mailto:jackie@icbl.org)

**Editorial Board**

MINES ACTION CANADA ● Lead agency ● [jackie@minesactioncanada.org](mailto:jackie@minesactioncanada.org) ● [www.minesactioncanada.org](http://www.minesactioncanada.org)  
ACTION ON ARMED VIOLENCE ● Ban policy ● [info@aoav.org.uk](mailto:info@aoav.org.uk) ● [www.aoav.org.uk](http://www.aoav.org.uk)  
HANDICAP INTERNATIONAL ● Casualties and victim assistance ● [policy.unit@handicap.be](mailto:policy.unit@handicap.be) ● [www.handicap.be](http://www.handicap.be)  
HUMAN RIGHTS WATCH ● Ban policy ● [landmine@hrw.org](mailto:landmine@hrw.org) ● [www.hrw.org](http://www.hrw.org)  
NORWEGIAN PEOPLE'S AID ● Mine action ● [stuart@icbl.org](mailto:stuart@icbl.org) ● [www.npaid.org](http://www.npaid.org)

## FAITS ESSENTIELS

### La Convention sur les armes à sous-munitions

Un total de 108 pays ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions.

Trente-huit pays ayant, par le passé, employé, produit, exporté ou stocké des armes à sous-munitions ont signé la Convention, s'engageant ainsi à ne plus jamais se livrer à de telles activités.

Les 30 ratifications requises ayant été atteintes en février 2010, la Convention est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2010, devenant ainsi une loi internationale juridiquement contraignante.

Au 1<sup>er</sup> octobre 2010, 42 signataires ont ratifié la Convention. Les pays l'ayant ratifiée deviennent des Etats parties tenus à tous les égards par les dispositions de la Convention.

### Utilisation

Les armes à sous-munitions ont été utilisées lors de conflits armés dans 39 pays et zones de conflit depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Au moins 18 forces armées gouvernementales ont utilisé des armes à sous-munitions.

Depuis l'ouverture à signature de la Convention en décembre 2008, il n'y a eu qu'une seule allégation sérieuse d'utilisation. Amnesty International a indiqué que les Etats-Unis semblent avoir utilisé au moins un missile de croisière contenant des sous-munitions pour attaquer ce qu'ils pensaient être un camp d'entraînement d'Al-Qaeda au Yémen en décembre 2009.

### Stockage

L'Observatoire estime qu'avant le début de la campagne mondiale visant à interdire les armes à sous-munitions, 86 pays stockaient plusieurs millions d'armes à sous-munitions contenant plus d'un milliard de sous-munitions.

Actuellement, 74 nations, dont 27 ont signé et/ou ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions, possèdent des stocks.

Dix-sept pays ayant signé et/ou ratifié la Convention ont fourni des informations concernant le volume de leurs stocks. Au total, ils possédaient au moins 1,1 millions d'armes à sous-munitions contenant au moins 146 millions de sous-munitions avant le début des opérations de destruction.

### Destruction des stocks et conservation d'armes

Quatre Etats parties (Belgique, Moldavie, Norvège et Espagne) et deux Etats signataires (Colombie et Portugal) ont achevé la destruction de leurs stocks. Au total, ils ont détruit quelque 176 000 armes à sous-munitions, contenant plus de 13.8 millions de sous-munitions. L'Afghanistan et l'Angola, tous deux signataires, ont indiqué en 2010 avoir détruit des stocks d'armes à sous-munitions au cours des dernières années dans le cadre de programmes de destruction d'armes.

L'Autriche et le Monténégro devraient achever leurs opérations de destruction de leurs stocks en 2010. Deux des principaux détenteurs de stocks, l'Allemagne et le Royaume-Uni, ont détruit d'importantes parties de leurs stocks. Au moins huit autres pays ont entamé le processus de destruction de leurs stocks.

Bien que la Convention autorise la conservation d'un certain nombre d'armes à sous-munitions

#### Editorial Board

MINES ACTION CANADA • Lead agency • [jackie@minesactioncanada.org](mailto:jackie@minesactioncanada.org) • [www.minesactioncanada.org](http://www.minesactioncanada.org)  
ACTION ON ARMED VIOLENCE • Ban policy • [info@aoav.org.uk](mailto:info@aoav.org.uk) • [www.aoav.org.uk](http://www.aoav.org.uk)  
HANDICAP INTERNATIONAL • Casualties and victim assistance • [policy.unit@handicap.be](mailto:policy.unit@handicap.be) • [www.handicap.be](http://www.handicap.be)  
HUMAN RIGHTS WATCH • Ban policy • [landmine@hrw.org](mailto:landmine@hrw.org) • [www.hrw.org](http://www.hrw.org)  
NORWEGIAN PEOPLE'S AID • Mine action • [stuart@icbl.org](mailto:stuart@icbl.org) • [www.npaid.org](http://www.npaid.org)

et de sous-munitions à des fins de formation et de développement, la plupart des détenteurs de stocks ont choisi de n'en conserver aucune.

La Belgique, la France et l'Espagne ont indiqué vouloir conserver chacune des centaines d'armes à sous-munitions et au total plus de 20 000 sous-munitions.

## Production et transfert

Quinze anciens producteurs d'armes à sous-munitions ont signé et/ou ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions, renonçant ainsi à toute production future.

Dix-sept pays continuent de produire des armes à sous-munitions ou se réservent le droit d'en produire à l'avenir.

Aucun transfert d'armes à sous-munitions n'a été signalé en 2009 ou pendant le premier semestre 2010, à l'exception du transfert de composants inertes de Corée du Sud vers le Pakistan.

Les Etats-Unis et Singapour, Etats non parties à la Convention, ont instauré des moratoires à l'exportation des armes à sous-munitions.

## Questions d'interprétation

Il existe des opinions divergentes sur la portée l'interdiction de prodiguer assistance à des activités interdites et, plus particulièrement, concernant l'application de cette interdiction durant des opérations militaires conjointes menées avec des pays qui n'ont pas adhéré à la Convention et utilisent encore des armes à sous-munitions. La plupart des Etats ayant exprimé leur avis estiment que même durant les opérations conjointes, toute assistance intentionnelle ou délibérée est interdite.

La plupart des Etats ayant exprimé leur point de vue ont indiqué que le transit d'armes à sous-munitions par un Etat non partie à travers le territoire d'un Etat partie est interdit.

Les institutions financières et les investisseurs ont pris des mesures pour mettre un terme aux investissements dans la production d'armes à sous-munitions dans les pays suivants notamment: Allemagne, Argentine, Belgique, Canada, Danemark, France, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse. De nombreux Etats ont interdit les investissements dans la production d'armes à sous-munitions.

## Victimes

Des victimes d'armes à sous-munitions ont été recensées dans au moins 27 pays et trois zones affectées par des armes à sous-munitions. Sur ces 27 Etats, six sont des Etats parties et neuf ont signé la Convention.

Fin 2009, 16 816 victimes d'armes à sous-munitions ont été confirmées dans le monde. Cependant, de nombreuses victimes ne sont pas recensées et il est probable que leur nombre réel se situe au minimum entre 58 000 à 85 000 personnes.

En 2009, 100 victimes d'armes à sous-munitions ont été confirmées dans neuf pays et une zone, dont 33 en République Démocratique Populaire Lao. Il est probable que leur nombre soit considérablement plus élevé.

### Editorial Board

## Contamination

Au moins 23 pays et trois autres zones sont considérés comme étant actuellement contaminés par des restes d'armes à sous-munitions. Treize autres Etats au moins, et d'autres encore, sont susceptibles d'être toujours légèrement contaminés.

Les pays les plus affectés sont notamment la RDP Lao, le Vietnam, l'Irak et le Cambodge. Le Liban, la Serbie et les zones de conflit du Nagorno-Karabakh et du Sahara occidental sont aussi très touchés par ce problème.

L'Asie du sud-est est la région la plus fortement contaminée par les armes à sous-munitions, suivie de l'Europe.

Au moins 5 des 42 pays ayant ratifié la Convention sont considérés comme étant contaminés.

## Dépollution

En 2009, des opérations de déminage d'armes à sous-munitions non explosées ou des études de recensement du problème ont été entreprises dans seulement 14 pays et trois autres zones. Dans de nombreux cas, ces activités étaient très limitées.

Sur les neuf pays n'ayant signalé aucune activité de recensement ou de dépollution en 2009 relative aux sous-munitions non explosées, deux sont des Etats parties et quatre des Etats signataires.

Au moins 38 km<sup>2</sup> de territoire ont été dépollués de restes d'armes à sous-munitions en 2009 et plus de 55 156 sous-munitions non explosées ont été détruites.

L'Albanie et la Zambie, tous deux Etats parties, ont annoncé avoir achevé leurs programmes de dépollution en novembre 2009 et mai 2010 respectivement.

## Assistance aux victimes

L'ensemble des 27 pays recensant des survivants d'armes à sous-munitions ont mis en place un programme d'assistance.

Toutefois, pratiquement tous les pays comptant des survivants d'armes à sous-munitions sont confrontés à des défis de taille en matière d'assistance aux individus, familles et communautés affectés. De nombreux pays ne disposent pas de programmes d'intégration économique et de soutien psychologique et l'accès aux services dans les zones rurales est insuffisant.

## Soutien à l'action anti-mines

Seul un nombre relativement faible d'Etats a fait état d'un financement spécifique relatif aux armes à sous-munitions. Sept pays ont rapporté un total s'élevant à 13.2 millions de dollars US. Ces financements ont été consacrés à l'universalisation, à la préparation de la première réunion des Etats parties (y compris via le Cluster Munitions Trust Fund pour la RDP Lao), au déminage, à l'assistance aux victimes, à la destruction des stocks et au plaidoyer.

De nombreux autres Etats ont dégagé des budgets, affectés plus particulièrement à l'universalisation et à la destruction des stocks, mais n'en ont pas communiqué le montant. Les financements destinés à la dépollution en RDP Lao, au Liban et au Vietnam ont été largement utilisés pour le déminage des sous-munitions non explosées.

### Editorial Board

MINES ACTION CANADA • Lead agency • [jackie@minesactioncanada.org](mailto:jackie@minesactioncanada.org) • [www.minesactioncanada.org](http://www.minesactioncanada.org)  
ACTION ON ARMED VIOLENCE • Ban policy • [info@aoav.org.uk](mailto:info@aoav.org.uk) • [www.aoav.org.uk](http://www.aoav.org.uk)  
HANDICAP INTERNATIONAL • Casualties and victim assistance • [policy.unit@handicap.be](mailto:policy.unit@handicap.be) • [www.handicap.be](http://www.handicap.be)  
HUMAN RIGHTS WATCH • Ban policy • [landmine@hrw.org](mailto:landmine@hrw.org) • [www.hrw.org](http://www.hrw.org)  
NORWEGIAN PEOPLE'S AID • Mine action • [stuart@icbl.org](mailto:stuart@icbl.org) • [www.npaid.org](http://www.npaid.org)

**ARTICLE TYPE**

**LA MISE EN ŒUVRE RAPIDE DE L'INTERDICTION DES ARMES A SOUS-MUNITIONS SAUVE DES VIES HUMAINES**

Un rapport publié par L'Observatoire des Mines et des Armes à sous-munitions démontre que la Convention sur les armes à sous-munitions, une convention juridiquement contraignante interdisant ce type d'armes entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2010, permet efficacement de sauver des vies humaines civiles.

Sept pays ayant adhéré à la Convention ont déjà achevé, longtemps avant l'expiration du délai, la destruction de leurs stocks d'armes à sous-munitions et ont détruit plus de 13.8 millions de sous-munitions, contenues dans 176 000 armes à sous-munitions. Au moins onze autres pays ont entamé la destruction de leurs stocks.

La Convention oblige les Etats parties à mettre un terme immédiat à l'utilisation, la production et le transfert d'armes à sous-munitions, à détruire leurs stocks d'armes à sous-munitions dans les huit ans de la signature de la Convention, à dépolluer les zones contaminées par ces armes dans les 10 ans et à fournir une assistance aux victimes de ces engins.

Parmi les 108 pays ayant signé la Convention, 38 sont d'anciens utilisateurs, producteurs, exportateurs ou stockeurs d'armes. Quarante-deux signataires ont d'ores et déjà ratifié la Convention et 10 ont instauré une législation nationale implémentant la Convention.

Au cours des six dernières décennies, les armes à sous-munitions ont été utilisées dans 39 pays et zones contestées par au moins 18 gouvernements. Depuis l'ouverture de la Convention à la signature en décembre 2008, il n'y a eu qu'une seule allégation sérieuse d'utilisation de ces armes, par les États-Unis contre un possible camp d'entraînement d'Al-Qaeda au Yémen en décembre 2009. Le gouvernement américain n'a ni confirmé ni infirmé cette accusation et ni les États-Unis ni le Yémen n'ont adhéré à la Convention.

Au moins 38 km<sup>2</sup>, soit une zone d'environ la taille de Chiang Mai en Thaïlande, ont été dépollués des restes d'armes à sous-munitions en 2009 et plus de 55 156 sous-munitions non explosées ont été détruites. L'Albanie et la Zambie, qui comptent parmi les Etats parties, ont annoncé avoir achevé leurs programmes de dépollution. La dépollution des zones contaminées permettra d'éviter des centaines de victimes. Toutefois, selon Stuart Casey-Maslen de l'Observatoire, « bien que des programmes d'action anti-mines aient été mis en place dans pratiquement tous les pays et zones contaminés par des armes à sous-munition, leur portée et leur efficacité doivent être accrues pour remettre à disposition les territoires plus rapidement et sauver des vies. »

Quelque 23 pays sont encore contaminés par des armes à sous-munitions, y compris 14 signataires de la Convention, ainsi que trois zones contestées. L'Asie du sud-est et l'Europe sont les régions les plus affectées, tandis que les pays et zones les plus contaminés sont notamment la RDP Lao, le Vietnam, l'Irak, le Cambodge, le Liban, la Serbie, le Nagorno-Karabakh et le Sahara occidental.

En 2009, 100 nouvelles victimes d'armes à sous-munitions ont été recensées dans neuf pays et une zone contestée. Deux pays prennent à leur compte la moitié des victimes, à savoir la RDP Lao et le Liban qui ont tous deux adhéré à la Convention.

A la fin 2009, on comptait au total 16 816 victimes d'armes à sous-munitions dans au moins 27 pays et trois zones contestées, y compris 15 Etats signataires de la Convention. Vu le nombre significatif de cas non signalés, le nombre réel des victimes d'armes à sous-munitions pourrait s'élever à 85 000 personnes dans le monde. Selon Kathleen Maes de l'Observatoire, « les victimes ont besoin d'une assistance rapide et efficace. La Convention stipule des dispositions innovantes en matière d'assistance aux victimes et, si les Etats remplissent leurs obligations comme il se doit, la vie des survivants, de leur famille et des communautés pourrait s'en trouver grandement améliorée. »

Sept pays ont déclaré avoir consacré aux armes à sous-munitions un total de US\$13.2 millions en 2009, y compris \$4.15 millions via le Cluster Munitions Trust Fund pour la RDP Lao.

Il s'agit du premier rapport de l'*Observatoire des Mines à sous-munitions*, la publication sœur du rapport de l'*Observatoire des Mines*, publié chaque année depuis 1999.